



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Fondation Lucy Lebon

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Fondation Lucy Lebon
29 rue des Ponts - 52220 Montier-en-Der

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Fondation Lucy Lebon

29 rue des Ponts - 52220 Montier-en-Der

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres du Conseil d'Administration de la Fondation Lucy Lebon,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Lucy Lebon relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes



auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en




œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 24 avril 2024

KPMG S.A.

 Patrick Zeimett
2024.04.24
14:13:42
+02'00'

Patrick ZEIMETT

Associé

Bilan Actif des Associations et Fondations				
Dossier : CONSO - DOSSIER CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2023 à 12/2023				
ACTIF	Brut 2023	Amortissement 2023	Net 2023	Net 2022
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	155 129	148 093	7 035	13 791
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 928 454	332 673	2 595 781	2 098 610
Constructions	21 607 082	6 676 731	14 930 351	11 958 546
Installations techniques, matériel et outillage industriel	761 034	576 149	184 885	171 148
Autres immobilisations corporelles	3 390 397	1 976 488	1 413 910	1 144 931
Immobilisations corporelles en cours	262 137		262 137	3 163 929
Avances et acomptes	2 335		2 335	2 335
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	160 434		160 434	156 138
Prêts	344 885		344 885	324 151
Autres immobilisations financières	37 659		37 659	42 479
TOTAL I	29 649 547	9 710 134	19 939 413	19 076 057
Actif circulant		0	0	0
Stocks et en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	203 069		203 069	143 935
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	316 028		316 028	221 951
Valeurs mobilières de placement	500 000		500 000	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 299 780		3 299 780	4 375 223
Charges constatées d'avance	98 815		98 815	111 464
TOTAL II	4 417 691		4 417 691	4 852 573
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	34 067 238	9 710 134	24 357 104	23 928 630

Bilan Passif des Associations et Fondations

Dossier : CONSO - DOSSIER CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2023 à 12/2023

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	423 042	423 042
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	0
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves pour projet de l'entité	15 407 910	14 937 357
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>15 407 910</i>	<i>14 937 357</i>
Autres réserves	2 000 000	2 000 000
Report à nouveau	949 644	1 565 437
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	<i>945 683</i>	<i>900 337</i>
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>818 444</i>	<i>1 303 119</i>
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	<i>-114 481</i>	<i>-28 237</i>
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	<i>-613 511</i>	<i>-523 290</i>
Résultat en attente d'affectation	0	0
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	-443 533	-145 241
Situation nette (sous total)	18 337 062	18 780 595
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	437 308	407 992
Provisions réglementées	311 903	311 903
Droits des propriétaires - (Commodat)	0	0
TOTAL I	19 086 273	19 500 490
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	1 675 412	1 709 574
TOTAL II	1 675 412	1 709 574
PROVISIONS		
Provisions pour risques	116 310	193 584
Provisions pour charges	151 387	145 686
TOTAL III	267 697	339 270
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses	50	50
Avances et acomptes reçus sur commande	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	908 792	841 726
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	1 672 126	1 500 174
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	413 407	
Autres dettes	333 348	37 347
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	3 327 722	2 379 296
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	24 357 104	23 928 630

Compte de Résultat des Associations et Fondations

Dossier : CONSO - DOSSIER CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2023 à 12/2023

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	36 481	36 581
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	13 073 981	12 458 471
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	13 048 173	12 401 422
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	700	500
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		98 426
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	875 408	228 017
Utilisations des fonds dédiés	150 044	201 801
Autres produits	114	1 655
TOTAL I	14 136 727	13 025 453
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	3 869 078	3 223 619
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	935 377	940 132
Salaires et traitements	6 354 747	5 789 989
Charges sociales	2 173 653	2 057 220
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 183 418	1 033 560
Dotations aux provisions	83 023	191 475
Report en fonds dédiés	115 882	121 290
Autres Charges	16 387	15 028
TOTAL II	14 731 564	13 372 312
1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-594 836	-346 859
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	69 355	42 316
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		3 459
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		133 870
TOTAL III	69 355	179 645
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	-4 296	4 296
Intérêts et charges assimilées	948	1 115
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		50 595
TOTAL IV	-3 348	56 005
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	72 703	123 640
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-522 133	-223 219

PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	16 731	34 303
Sur opérations en capital	64 786	82 009
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	81 517	116 312
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		139
Sur opérations en capital	474	38 047
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	2 443	149
TOTAL VI	2 917	38 335
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	78 600	77 978
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
Total des produits (I+III+V)	14 287 599	13 321 410
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	14 731 133	13 466 651
EXCEDENT OU DEFICIT	-443 533	-145 241
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	-7 612	-6 815
TOTAL	-7 612	-6 815
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	7 612	6 815
TOTAL	7 612	6 815



Fondation Lucy Lebon

CONSOLIDE

29, rue des Ponts
52220 MONTIER-EN-DER
Tél : 03 .25.04.20.58
Fax : 03.25.04.68.65

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31.12.2023

1. Objet Social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les stat

La Fondation Lucy Lebon a pour objet : « la gestion d'établissements et de services pour personnes handicapées et/ou en difficulté sociale ». Ainsi, elle peut gérer directement ou déléguer la gestion de tout établissement et service concernant les populations dont l'orientation est prononcée par les organismes compétents du secteur social, médicosocial et par tout circuit reconnu qui entrerait dans le champ défini. La Fondation Lucy Lebon peut également recevoir délégation de gestion de tout autre Fondation ou Association ay objet similaire

Principalement tournés vers le secteur de l'enfance, les établissements et services de la Fondation peuvent offrir les prestations de service répondant aux besoins d'adultes handicapés ou en difficulté sociale et reconnus comme tels par les organismes compétents.

2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La Fondation Lucy Lebon œuvre auprès des enfants porteurs de handicaps et / ou en difficultés sociales depuis 125 ans.

Quelques dates clés :

- ✓ 1898-1953 : Création de l'orphelinat Sainte-Lucie à la suite du décès de Madame Adrienne LEBON, selon ses dernières volontés. Elle lègue par voie testamentaire ses biens et sa maison qu'elle a fait construire en 1873 pour y faire établir par le Bureau de Bienfaisance un pensionnat qui sera dirigé par des Religieuses et qui accueillera des petites filles orphelines nées à Montier en Der
- ✓ 1955 : Réouverture de l'établissement, sous une direction laïque avec appellati « Fondation Sainte-Luc Il y sera accueilli des filles déficientes intellectuelles avec troubles du comportement.
- ✓ 1980 : La mixité sera autorisée tant pour les enfants admis que pour le personnel éducatif.
- ✓ 1994 : La Fondation reconnue d'utilité par Décret du 19 avril 1898, prend désormais l titre de « Fondation Lucy LE ON », en mémoire de Lucy LE ON, fille de la Bienfaitrice.
- ✓ 2010 : Fusion-absorption de l'association Hautefeuille de Chaumont avec reprises des services MECS et AEMO et des professionnel
- ✓ De 1990 à aujourd'hui : Divers services (SESSAD, CAFS, SAT, Service de Suite) créés dans l'établissement ainsi que plusieurs établissements tels que les ITEP situés à Montier en Der, Vitry le François, St-Dizier et Châlons en Champagne.
- ✓ 2018 : 120 ans d'existence dédiée à l'enfance en difficultés.
- ✓ Juin 2018 : ouverture du dispositif d'accueil de Mineurs Non Accompagné
- ✓ Décembre 2020 : acquisition d'un gîte à vocation de séjours de vacances adaptées.

- ✓ Janvier 2022 : ouverture de la MECS de Saint-Dizier habilitée à accueillir un service de cas complexes

La Fondation Lucy Lebon est implantée sur deux départements (Marne et Haute-Marne). Elle est structurée en 1 Siège social qui vient en appui des 19 établissements et services. Elle compte 200 salariés pour accompagner plus de 600 enfants. Le Siège social est composé de :

- Une Direction Générale
- Une Assistante de Direction Générale et chargée de Communication
- Une Responsable Administrative et Fina
- Une Responsable des Ressources Humaines
- Une Assistante Ressources Humaines et Administrative
- Un Responsable Sécurité et Travaux
- Quatre Techniciens paie et compta

Le Siège assure les fonctions de Direction Générale, de contrôle, ainsi que toutes les fonctions transversales (GRH, gestion financière, recherche et développement, sécurité et travaux, communication et pilotage de la démarche d'amélioration continue de la qualité, qualité de vie au travail, RSE) et de support aux établissements.

Le site de Montier-En-Der est implanté dans un parc sécurisé de plus de 3 hectares. Sous la responsabilité de deux Directeurs, il comprend :

- Un IME de 40 places pour filles et garçons présentant une déficience intellectuelle avec ou sans troubles associés. L'Institut Médico-Educatif propose un accompagnement global et personnalisé aux enfants et adolescents accueillis sous l'abord des trois dimensions : éducative, thérapeutique et pédagogique. Il permet l'accueil en internat, semi-internat ou encore internat aménagé au sein de 4 unités de vie correspondant des tranches d'âge différentes. L'IME comprend 5 places d'accueil temporaire permettant des accueils de répit sur les périodes de fermeture de l'établisse
- Un ITEP de 21 places pour filles et garçons présentant des troubles psychologiques et/ou de la personnalité. L'Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique propose un accompagnement global et personnalisé aux enfants et adolescents accueillis sous l'abord des trois dimensions : éducative, thérapeutique et pédagogique Il permet l'accueil en internat, semi-internat ou encore internat aménagé au sein de 3 unités de vie correspondant à des tranches d'âge différentes. L'ITEP comprend 6 places d'accueil temporaire permettant des accueils de répit sur les périodes de fermeture de l'établiss
- Un SESSAD Déficience Intellectuelle (DI) et Troubles Psychologiques (TP) de 61 places (dont 6 places SESSAD Pro) pour des enfants, adolescents et jeunes majeurs de 0 à 20 ans, dont le pilotage s'effectue de Montier en Der, mais avec une répartition sur 3 sites différents et deux départements :

- ✓ Montier-En-Der : 20 places (prioritairement pour les enfants et adolescents déficients intellectuels)
- ✓ Saint-Dizier : 22 places (prioritairement pour les enfants et adolescent présentant des difficultés psychologiques) (dont 3 places de SESSAD Pro)
- ✓ Vitry-Le-François : 19 places (également pour les enfants et adolescents présentant des difficultés psychologiques) (dont 3 places de SESSAD Pro).

L'intervention du SESSAD consiste à maintenir l'enfant, l'adolescent ou le jeune adulte dans son cadre de vie ordinaire. Les accompagnements sont réalisés prioritairement dans et autour des lieux de vie de l'enfant (familles, établissements scolaires, crèches, clubs de loisirs, etc.). Il s'agit de prendre en compte la famille et de la soutenir pour l'associer pleinement au projet pour son enfant. Ce travail avec la famille nécessite une grande souplesse dans les interventions. Dans le cadre du développement de ce service, la Fondation Lucy Lebon s'est dotée d'un bureau mobile qui dessert les zones géographiques les plus défavorisées.

- Un CAFS de 22 places sur deux départements (Marne et Haute-Marne) agréé pour enfants âgés de 0 à 20 ans déficients intellectuels avec ou sans troubles associés, pour enfants avec troubles psychologiques, pour enfants polyhandicapés, et enfants avec autisme ou Troubles Envahissants du Développement (TED). Tout comme le SESSAD, le service est piloté depuis Montier-En-Der. Le CAFS est un service qui propose de modalités d'hébergement en milieu familial (au domicile d'assistants familiaux) avec des possibilités de relais dans d'autres lieux d'hébergement et avec des retours de l'enfant dans sa famille. Il intervient prioritairement en complément d'un établissement ou service médico-social ou de soins.
- Le Service de Suite s'adresse à des personnes sortantes d'un établissement ou service médico-social du secteur enfance du Groupement d'Associations Partenaires Val et Der (GAP : Le Bois l'Abbesse, l'ADASMS, et la Fondation Lucy Lebon). Le Service de Suite permet de :
 - ✓ Garantir le suivi de l'enfant, adolescent ou jeune adulte à la sortie d'un dispositif médico-social
 - ✓ Favoriser l'insertion scolaire, sociale et professionnelle ; favoriser l'autonomie et le bien-être pour la population polyhandicapée, sans substituer aux services sociaux et administratifs

Le site de Saint-Dizier comprend 2 ITEP et 1 MECS sous la responsabilité de 3 Directeurs :

- Un ITEP de 9 places à Saint-Dizier pour des enfants de 6 à 16 ans avec troubles psychologiques.
- Un ITEP ados de 17 places (dont 3 places ITEP Pro) pour des adolescents de 14 à 20 ans avec troubles psychologiques.

- Une MECS de 22 places pour enfants et adolescents de 6 à 18 ans dont 4 places pour les situations dites complexes, 2 places pour l'accueil de jour et 2 places pour l'accueil immédiat. La MECS assure comme missions un accompagnement éducatif en collaboration avec les familles permettant de favoriser la socialisation et la participation à la citoyenneté, de développer l'autonomie de chaque enfant en tenant compte de ses compétences et de ses ressources, de mettre en œuvre et soutenir une scolarité ou un projet professionnel adapté à chaque enfant, d'organiser l'accès à la culture, aux loisirs, au sport et de garantir l'accès à la santé. Elle propose un hébergement collectif ou individuel à temps plein ou à temps partiel selon le projet de l'enfant.

Outre l'antenne du SESSAD à Vitry-le-François, le secteur de Marne comprend 2 autres ITEP gérés par un Directeur :

- Un ITEP implanté à Vitry-Le-François pour 14 places pour des enfants âgés de 6 à 16 ans avec troubles psychologiques.
- Un ITEP à Châlons-en-Champagne de 16 places pour des enfants âgés de 6 à 16 ans avec troubles psychologiques.

L'Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique propose un accompagnement global et personnalisé aux enfants et adolescents accueillis selon trois dimensions : éducation thérapeutique et pédagogique. Il permet l'accueil en internat, semi-internat ou encore internat aménagé.

L'ITEP met en place un accompagnement personnalisé, amenant l'enfant à un travail d'élaboration psychique, conduisant à une meilleure inscription sociale. Cette mission s'effectue au moyen d'une intervention interdisciplinaire, prenant en compte la nature des troubles et leur dynamique évolutive.

« Les Instituts Thérapeutiques, Éducatifs et Pédagogiques accueillent les enfants, adolescents ou jeunes adultes qui présentent des difficultés psychologiques dont l'expression, notamment l'intensité des troubles du comportement, perturbe gravement la socialisation et l'accès aux apprentissages. Ces enfants, adolescents ou jeunes adultes se trouvent, malgré des potentialités intellectuelles et cognitives préservées, engagés dans un processus handicapant qui nécessite le recours à des actions conjuguées et à un accompagnement personnalisé. »¹

La Fondation Lucy Lebon a absorbé l'association Hautefeuille en 2010. Elle a repris l'ensemble des professionnels et des agréments dont elle disposait. Elle poursuit aujourd'hui les missions de ces 2 services regroupés sous la responsabilité de deux Directeurs, à savoir :

- Une MECS située à Chaumont accueillant 24 enfants, adolescents et jeunes majeurs confiés par décision administrative ou judiciaire au service de l'Aide Sociale à l'Enfance

¹Code de l'Action Sociale et des Familles, art. D 312-59-1 Extraits de la circulaire des ITEP n°2007-194 du 14 Mai 2007

du département. Le service a une capacité d'accueil de : 18 places d'internat dont 2 en studio et 6 places en suivi et accompagnement à domicile.

- Un service AEMO autorisé pour 300 mesures. Il couvre l'ensemble du territoire Haut-Marnais. Il est piloté depuis Chaumont et dispose de 4 antennes sur les villes principales du département, à savoir, Langres, Chaumont, Joinville et Saint-Dizier. Le service intervient uniquement dans le cadre d'une mesure judiciaire. Ses missions consistent à apporter un soutien éducatif à l'enfant et à ses parents rencontrant des difficultés éducatives, familiales et sociales. Elle offre aux parents un soutien aux pratiques de la parentalité et un espace de parole aux enfants. L'AEMO assure aussi, si possible, le maintien de l'enfant dans son milieu familial en tenant compte des problématiques identifiées, de vérifier que l'enfant bénéficie des conditions de vie essentielles à son développement, de favoriser l'exercice de l'autorité parentale en s'appuyant sur les capacités éducatives des parents, d'aider de soutenir et de conseiller la famille, et de proposer au Magistrat si nécessaire des mesures de protection
- Un service de 24 places d'Accueil de Mineurs Non Accompagnés (MNA) sur Chaumont, dont l'ouverture a été réalisée en juin 2018.

La Fondation Lucy Lebon a acquis fin 2020, un gîte rural à vocation d'accueil pluri public :

- Accueil d'enfants de la Fondation mais aussi d'autres ESMS de France en séjour vacances,
- Accueil des séjours dans le cadre du SAT (Service d'Accueil Temporaire),
- Expérimentation d'accueil de séjour de répit au bénéfice d'aide aux aidants
- Séjours de regroupement famille/enfants dans le cadre de l'expérimentation du service de soutien à la parentalité,
- Accueil de touristes,
- Une salle de formation pour la Fondation mais aussi avec la possibilité de la louer à des entreprises ou sociétés du secteur (ouverture en juin 2022) ...

3. Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Ressources humaines :

- l'effectif des personnels en CDI est de 187 TP au 31 décembre 2023.
- nous avons eu 28 entrées en CDI et 17 sorties en CDI (1 décès, 8 démissions, 3 départs à la retraite, 2 licenciements pour inaptitude non professionnelle, 1 rupture de p d'essai à l'initiative de l'employeur et 2 ruptures de période d'essai à l'initiative du salarié).

Autres moyens : l'association dispose de locaux acquis et de locaux

4. Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 [Faits caractéristiques de l'exercice](#)

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

⇒ Principaux versements

- Mesures nouvelles par l'ARS au titre de la revalorisation des métiers : 92 300 €
- Crédits d'actualisation par l'ARS : 197 992 €.
- Versement de crédits non reconductibles par l'

- Soutien à l'investissement :	58 288,00
- Gratification stage :	13 932,00 €
- Dépenses de personnel non pérennes :	59 196,00 €
- Situations critiques :	30 000,00 €
- Qualité de vie au travail (VT) :	11 880,00 €
- ESMS en difficulté :	106 000,00 €
CNR 202 :	279 296,00 €
- Financement par l'ARS dans le cadre du FIR de l'acquisition d'une salle de sport interactive pour 39 366 €.
- Financement par l'ARS dans le cadre du FIR d'une partie de la construction d'un city stade à Montier-en-Der pour 66 000 €.
- Versement par le Conseil Départemental de la Haute-Marne :
 - d'une dotation globale supplémentaire de 221 701 € au titre de la revalorisation des mé 2023 dont 60 279 € à percevoir sur 2024
 - d'une dotation complémentaire de 52 952,80 € correspondant au solde des réserves de compensation des déficits des exercices 2018 à 2022
 - d'une dotation complémentaire exceptionnelle de 17 186,21 € suite au boni de liquidation de l'association « Soleil d'enfance » de Montigny en hommage à Mme BOURLIER pour ses services rendus à la Collectivité et aux enfants du Département.

⇒ **Principaux investissements :**

- Mise en service du bâtiment UV8/SAT + Mutualisé sur le site de Montier-en-Der au 03.05.2023 pour 2 243 K€.
- Mise en service de la dernière phase des travaux de rénovation sur le site de Montier-en-Der au 29.08.2023 pour 1 986 K€.
- Renouvellement du parc véhicules : 226 K€.
- City stade (site de Montier-en-Der) : 118 K€.
- Achat de mobilier : 104 K€.
- Renouvellement du matériel informatique : 46 K€.

⇒ **Principaux évènements :**

- Suite à l'obtention de l'agrément « cuisine centrale », nous avons décidé de modifier la refacturation des repas fabriqués et livrés au profit de nos établissements. Jusqu'alors seuls les achats de matières premières étaient imputés aux établissements. Depuis janvier 2023, l'IME comptabilise l'ensemble des charges afférentes à la confection des repas (achat des matières premières, salaires et charges des employés de cuisine, amortissements des équipements, frais de livraison des repas, contrôles et analyses ...). Chaque trimestre un calcul du prix du repas effectué et refacturé par l'IME aux établissements en fonction du nombre de repas commandés par chacun.
- Dans le cadre du projet de rénovation du site de Montier-en-Der, nous avons perçu à ce jour 952 167 € de remboursement de TVA par l'administration fiscale au titre de la livraison à soi-même (dont 897 911 € perçus en 2023 et 54 256 € perçus en 2024) et nous avons estimé les remboursements restants à venir à hauteur de 54 922 €. Soit un total de TVA déductible de 1 007 089 €.

Le mécanisme de la LASM à taux réduit autorise le redevable à déduire la TVA grevant ses dépenses de travaux tout au long du projet. En contrepartie de la déduction de cette TVA, la Fondation devra collecter la TVA au taux réduit de 5,5% et la reverser en une seule fois, lors de la liquidation de la LASM, soit au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit la déclaration d'achèvement des travaux. Cette TVA à reverser a été calculée et évaluée à 300 010 €.

Ces montants de TVA déductible et collectée sont venus minorés le montant des immobilisations liées au projet de 707 079 € (1 007 089 € – 300 010 €)

Dans le cadre de cette LASM, nous avons eu recours au cabinet Leyton afin de nous accompagner dans nos démarches et demandes de remboursement. Cette prestation représente pour 2023 une charge de 152 988.48 €.

En résumé, cette LASM a **un impact défavorable sur l'exercice 2023** compte tenu de la prise en charge de l'intégralité des honoraires du prestataire (soit 153 K€) et a **un impact favorable** sur le montant des dotations aux amortissements des différents composants (soit 707K€) réparti sur 50 ans (durée maximale d'amortissement de certains composants).

- L'élaboration du Plan Pluriannuel d'Investissement pour la période de 2023 à 2027 à hauteur de 11 605 190 €. Ce plan a été validé par un vote à l'unanimité lors du Conseil d'Administration du 18 décembre 2023.
- Les évaluations externes ont eu lieu en juin 2023 concernant les établissements du secteur social (MECS de Chaumont et Saint Dizier ; services AEMO) nécessitant le recours à un prestataire agréé pour un montant total de 18 360 €.

4.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

RAS

5. Principes, règles et méthodes comptables

5.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

5.2 Principes gén

Les règlements ANC 2018-06 et 2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06 et 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes, comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

6. Notes sur le bilan

6.1 [Actif immobilisé](#)

Toutes nos immobilisations sont amorties en linéaire et les durées d'amortissement sont appréciées selon les immobilisations elles-mêmes ainsi que leur utilisation.

6.1.1 Tableau des immobilisations (hors immobilisations en cours et financé

Voir Annexe 1

6.1.2 Tableau des amortissements

Voir Annexe 1

6.1.3 Informations

Les immobilisations en cours au 31/12/2023 concernent

- La restructuration de ITEP de Vitry pour 22 K€.
- La restructuration des bâtiments Infirmerie et Cuisine du site de Montier pour 225 K€.
- La restructuration de l'ITEP Enfants de Saint-Dizier pour 16 K

Concernant les acquisitions nouvelles mentionnées dans l'annexe 1, il est important de préciser que sur les 4 930 850 €, 4 228 821 € concernent en fait l'activation des immobilisations en cours comptabilisées les années précédentes et ces dernières sont réparties sur les comptes suivants :

- Compte 212 Agencements, aménagements terrains pour 532 695 € ;
- Compte 2131 Bâtiments : 1 694 812 € ;
- Compte 2135 Installations générales ; agencements : 2 001 314 €.

6.2 [Créances](#)

6.2.1 Tableau des créances

Voir Annexe 2

6.2.2 Clients et comptes rattachés

Ce compte concerne principalement

- la refacturation des repas d 3^{ème} trimestre 2023 aux établissements pour 140 K€.
- des frais de déplacements des assistants familiaux refacturés au Conseil Départemental (4 K€).
- des frais de séjours MO facturés aux départements extérieurs (18 K€).
- des remboursements de formation de l'OPCO (19 K€).

6.2.3 Autres créances

Les autres créances correspondent principalement à :

- des remboursements de TVA à percevoir (109 K€)
- la dotation de décembre de la MECS de Chaumont (78 K€)
- le versement de dotations supplémentaires relatives à la revalorisation des métiers (60 K€).

6.2.4 Sécurité sociale et autres organismes

Cela concerne le versement d'indemnités journalières à percevoir.

6.2.5 Etat et autres collectivités publiques

Cela concerne une subvention à recevoir de l'ARS (44 K€).

6.3 Valeurs mobilières

Lors de la vente des valeurs mobilières de placement, nous calculons et comptabilisons les plus ou moins-values en utilisant la méthode du premier entré, premier sorti.

Et au 31 décembre de chaque année, nous comparons la valeur réelle de nos valeurs mobilières avec le prix du marché à cette date et nous comptabilisons les éventuelles moins-values latentes.

Au 31.12.2023, nous possédons un placement de 500 000 € chez UGP Placements.

6.4 [Fonds propres](#)

6.4.1 Tableau de variation des fonds propres

Voir Annexe

6.4.2 Tableau de suivi des résultats sous contrôle de tiers financeurs en attente d'affectation

Voir Annexe 4

6.4.3 Subventions d'investissement

Voir Annexe 5

6.4.4 Provisions réglementées

Voir Annexe

6.5 [Fonds reportés et dédiés](#)

6.5.1 Fonds dédiés

Ces fonds correspondent

- aux crédits non reconductibles (exploitation et investissement) octroyés par l'ARS et non encore consommés : 1 140 434 €
- aux sommes perçues au titre de la taxe d'apprentissage et non encore consommées : 42 282 €
- aux subventions octroyées par le C H et non encore consommées : 390 945 €
- aux subventions obtenues concernant l'expérimentation SERAFIN PH et non encore consommées : 35 515 €.
- aux sommes perçues au titre de l'appel à la générosité publique pour le projet de rénovation du site de Montier-en-Der : 15 823 €.
- à la subvention obtenue dans le cadre de l'appel à projet numérique : 49 168 €.
- aux sommes perçues lors des ventes et manifestations pour le projet de voyage en Belgique : 1 245 €.

Voir Annexe

6.5.2 Provisions

6.5.2.1 *Provisions pour charg*

- *Provisions « Fillon »*

Il a été identifié un risque de redressement de l'URSSAF, pour les associations relevant de la CCN 66, sur la réduction générale des cotisations patronales (ex-réduction « Fillon ») qui serait calculée en fonction d'un SMIC calculé sur la base du temps de travail rémunéré (et non sur la base du temps de travail effectivement réalisé par le salarié), suite à une décision de la Cour de cassation, rendue en avril 2019. Cette décision est venue confirmer la décision de la Cour d'appel de Pau dans son arrêt du 22 novembre 2018 relative à la proratisation du SMIC dans le calcul de cette réduction donnant raison à l'URSSAF de Midi Pyrénées dans une affaire qui l'opposait à une association du secteur social et médico-social.

Au cas particulier, l'URSSAF de Midi Pyrénées a considéré que les salariés, même s'ils sont payés sur la base de la durée légale du travail de 35h, qui bénéficient de congés trimestriels (18 jours de congés payés supplémentaires au titre de la CCN 66), n'ont pas une durée annuelle de travail de 1607 heures (soit 35 heures par semaine en moyenne), mais de 144 heures effectivement exécutées, et que de ce fait le montant mensuel du SMIC à prendre en compte pour le calcul du coefficient de réduction devait être proratisé (1

NEXEM, signataire de la CCN 66, partie prenante aux cotés de l'association dans ce litige, a estimé le coût d'un tel redressement, pour les associations gérant des services dans le secteur du handicap, entre 1 et 2% de la masse salariale brute annuelle.

La Fondation a comptabilisé au 31.12.2023 une provision de manière à couvrir ce risque.

La provision a été calculée en appliquant un pourcentage de 2 % aux rémunérations brutes des salariés entrant dans le champ du dispositif des réductions « Fillon » pour les années 2021 à 2023. Ainsi le montant de la provision comptabilisée s'élève à 151 K€.

- *Provision « Licenciement »*

Un litige existait avec un ancien Directeur d'établissement. Une transaction a été signée en 2023 et était couverte par la provision, qui a donc été intégralement reprise sur l'exercice (soit 87 984 €)

Suite au licenciement pour faute grave d'une maîtresse de maison, une procédure prud'homale a été engagée. Un jugement a eu lieu mi-février 2024. La Fondation a été condamnée à verser 6 K€ d'indemnités. Un solde de tout compte a été établi en mars 2024. La provision initiale était de 20 K€, une reprise de 12 K€ a été faite sur 2023 laissant ainsi un montant de provision de 8 K€ qui sera repris en 2024 et qui couvrira les indemnités versées sur cette période.

- *Provision pour risque*
- Un contentieux existe avec l'URSSAF à propos de l'exonération de la contribution transport. La communauté d'agglomération de Chaumont a accepté d'analyser la demande de la Fondation dans le cadre d'une demande d'exonération de versement mobilité. Le risque a été évalué par l'avocat à 8 K€ par an de 2015 à 2023, soit 9 exercices comptables. Une procédure est en cours concernant les exercices 2014/2015 devant le Tribunal Administratif et la Cour Administrative d'Appel, ainsi que devant le tribunal des Affaires de la Sécurité Sociale et la Cour d'Appel de Dijon. Les honoraires sont à chaque fois de 9 000 € HT, soit 21 600 € TTC sur la durée. Une provision a été constatée pour $72\,000 + 21\,600 = 93\,600$ €.
- Le 13 septembre 2023, la Cour de Cassation a rendu une série d'importants arrêts dans lesquels elle fait application du droit européen en matière de congés payés et écarte le droit français. Ainsi, elle a acté qu'un salarié absent acquiert tout de même des congés. Nous avons calculé cette incidence et comptabilisé une provision à hauteur 14 K€.

Voir Annexe

6.5.3 Dettes

6.5.3.1 *Dettes fournisseurs*

Nos dettes fournisseurs sont supérieures à l'an passé.

817 K€ concernent nos fournisseurs d'exploitation, 92 K€ concernent des factures non parvenues au 31.12.2023 et 413 K€ concernent des fournisseurs d'immobilisations dans le cadre des travaux de rénovation.

Voir Annexe 2

7. Notes sur le résultat

7.1 Ressources

7.1.1.1 *Produits de la tarification*

Tous nos établissements médico-sociaux sont sous Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) ainsi nous percevons pour ces établissements une dotation globale de financement, qui est versée mensuellement par douzième.

En ce qui concerne nos quatre établissements sociaux, nous percevons également une dotation par douzième pour ce qui relève de la Haute-Marne et nous facturons au prix de journée pour ce qui est des départements extérieurs.

7.1.1.2 Produits financier

Les produits financiers sont nettement inférieurs à ceux de l'an passé du fait de la vente 2022 de l'intégralité de nos valeurs mobilières de placement. Nous avons cependant bénéficié du versement des intérêts de nos livrets, contrat de capitalisation et contrat d'indemnité de fin de carrière.

7.2 [Produits et charges exceptionnelles](#)

Nous avons comptabilisé

- 14 K€ de remboursements
- 28 K€ de produits de cessions d'éléments d'actif ;
- 37 K€ de quote-part de subventions inscrites au compte de résultat.

8. Autres informations

8.1 [Tableau des résultats et propositions d'affectations](#)

Voir Annexe 9

8.2 [Montant des honoraires Commissaire aux Comptes](#)

Honoraires au titre du contrôle légal des comptes 2023 : 19 292 €.

Honoraires au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal : 0,00 €

8.3 [Engagements hors bilan](#)

En 2014, La Fondation a souscrit un contrat d'assurance indemnités de fin de carrière

Chaque année, une analyse est faite afin de réactualiser les calculs et le montant de ce contrat.

Pour ce faire, nous communiquons à l'organisme un tableau récapitulant les professionnels (date de naissance, date d'entrée, statut cadre ou non cadre et le brut annuel).

L'indemnité est de :

- 1 mois de salaire pour une ancienneté de 10 à 14 ans,
- 3 mois de salaire pour une ancienneté de 15 à 24 ans

- 6 mois de salaire pour une ancienneté à partir de 25 ans.

Le salaire mensuel de référence représente 1/12^{ème} du salaire annuel indiqué.

L'âge de départ à la retraite est fixé à 62 ans

La probabilité de décès est déterminée à partir de la table de mortalité réglementaire TF 00-02.

Au 31.12.2023, les droits acquis estimés sont de 401 547 € et le contrat a lui une valeur nette de frais de gestion de 655 683,48 € à cette même date.

Du fait de ce contrat, il n'y a pas lieu pour la Fondation de provisionner ces départs à la retraite.

9. Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commu

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux

Notre entité a comptabilisé les contributions volontaires en nature suivantes :

Nature de ces contributions et méthodes de valorisation associées :

- Bénévolat correspondant au temps passé au service de l'association dans le cadre des réunions de Bureau et du Conseil d'Administration. Ces bénévoles sont intervenus pour

l'Association, au cours de l'année 2023, à hauteur de 18 heures pour la Présidente et 100 heures pour les autres membres du Conseil d'Administration. Le bénévolat est ainsi valorisé à hauteur de 7 611.58 €.

Ces contributions en nature sont comptabilisées au pied du compte de résultat.

TABEAU DES IMMOBILISATIONS ET DES AMORTISSEMENTS
(Situation et Mouvements)

En Euro

Dossier : CONSO - DOSSIER CONSOLIDATION

Vue : Economique

Compte 2050000000 au 2188999999
N° immo à

Annexe 1

Arrêté du 01/01/2023 au 31/12/2023

Comptes d'immobilisations	Valeur acquisition au 31/12/2022	IMMOBILISATIONS			Valeur acquisition au 31/12/2023	Montant à amortir	AMORTISSEMENTS				Valeur nette avant sortie	
		Acquisition nouvelle	TRANSFERT Entrées Sorties (-)	Rebut Cession Vente			Déjà amorti au 01/01/2023	Dotation période	TRANSFERT Entrées Sorties (-)	Diminutions		Cumul amorti au 31/12/2023
Compte 2050000000 Conc.&droits simi.,brev.,licenc.,maNb:180	155 048.96	300.00	0.00	220.40	155 128.56	155 348.96	141 257.81	7 055.97	0.00	220.40	148 093.38	7 035.18
Total dans la balance	c/2050000000	155 128.56	c/2805000000		148 093.38CR					c/6811100000	7 055.97	
Compte 2110000000 Terrains	Nb:8	1 167 773.68	0.00	0.00	1 167 773.68	1 052 773.68	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1 167 773.68
Total dans la balance	c/2110000000	1 167 773.68			0.00						0.00	
Compte 2120000000 Agencements & aménag. terrains	Nb:46	1 262 230.05	532 694.86	0.00	34 244.52	1 794 924.91	331 393.95	35 523.75	0.00	34 244.52	332 673.18	1 428 007.21
Total dans la balance	c/2120000000	1 760 680.39	c/2812000000		332 673.18CR					c/6811200000	984 989.03	
Compte 2131000000 Bâtiments	Nb:339	8 745 042.71	1 694 812.23	0.00	932 436.47	9 507 418.47	3 698 704.37	293 165.85	0.00	932 424.26	3 059 445.96	6 447 984.72
Total dans la balance	c/2131000000	9 507 418.49	c/2813100000		3 059 445.96C					c/6811200000	984 989.03	
Compte 2131002016 Chauffage Montier	Nb:7	1 167 565.10	0.00	0.00	0.00	1 167 565.10	386 102.65	58 500.41	0.00	0.00	444 603.06	722 962.04
Total dans la balance	c/2131002016	1 167 565.10	c/2813102016		444 603.06CR					c/6811230000	58 500.41	
Compte 2135000000 Install. générales ; agencements ;Nb:392	6 934 811.97	2 083 207.11	0.00	216 008.52	8 802 010.56	9 018 019.08	2 045 341.21	328 528.99	0.00	216 008.52	2 157 861.68	6 644 148.88
Total dans la balance	c/2135000000	8 802 010.52	c/2813500000		2 157 861.68C					c/6811200000	984 989.03	
Compte 2135002015 Rénovation Gymnase Montier	Nb:24	574 903.31	0.00	0.00	574 903.31	574 903.31	257 680.43	31 924.37	0.00	0.00	289 604.80	285 296.51
Total dans la balance	c/2135002015	574 903.31	c/2813502015		289 604.80CR					c/6811210000	31 924.37	
Compte 2135002018 Rénovation Maison Sosso	Nb:8	104 512.31	0.00	0.00	104 512.31	104 512.31	29 570.57	6 687.28	0.00	0.00	36 257.85	68 254.46
Total dans la balance	c/2135002018	104 512.31	c/2813502018		36 257.85CR					c/6811244000	6 687.28	
Compte 2135002019 Rénovation Cuisine Montier	Nb:10	193 970.37	0.00	0.00	193 970.37	193 970.37	31 426.46	9 698.51	0.00	0.00	41 124.97	152 845.40
Total dans la balance	c/2135002019	193 970.37	c/2813502019		41 124.97CR					c/6811245000	9 698.51	
Compte 2135201601 Rénovation Piscine Montier	Nb:14	371 166.53	0.00	0.00	371 166.53	371 166.53	163 586.13	24 958.00	0.00	0.00	188 544.13	182 622.40
Total dans la balance	c/2135201601	371 166.53	c/2813520161		188 544.13CR					c/6811241000	24 958.00	
Compte 2135201602 Rénovation Siège Montier	Nb:15	829 493.36	0.00	0.00	829 493.36	829 493.36	390 666.76	51 398.91	0.00	0.00	442 065.67	387 427.69
Total dans la balance	c/2135201602	829 493.35	c/2813520162		442 065.67CR					c/6811242000	51 398.91	

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS ET DES AMORTISSEMENTS
(Situation et Mouvements)

En Euro

Arrêté du 01/01/2023 au 31/12/2023

Dossier : CONSO - DOSSIER CONSOLIDATION

Vue : Economique

Compte 2050000000 au 2188999999
N°immo à

Comptes d'immobilisations	Valeur acquisition au 31/12/2022	IMMOBILISATIONS			Valeur acquisition au 31/12/2023	Montant à amortir	AMORTISSEMENTS				Valeur nette avant sortie	
		Acquisition nouvelle	TRANSFERT Entrées Sorties (-)	Rebut Cession Vente			Déjà amorti au 01/01/2023	Dotation période	TRANSFERT Entrées Sorties (-)	Diminutions		Cumul amorti au 31/12/2023
Compte 2135202001 Rénovation Infirmerie	Nb:1	16 800.00	0.00	0.00	16 800.00	16 800.00	1 815.41	840.00	0.00	0.00	2 655.41	14 144.59
Total dans la balance		c/2135202001	16 800.00	c/2813520201	2 655.41CR					c/6811246000	840.00	
Compte 2138002016 Fibre Optique Montier	Nb:1	37 573.91	0.00	0.00	37 573.91	37 573.91	12 399.36	1 878.69	0.00	0.00	14 278.05	23 295.86
Total dans la balance		c/2138002016	37 573.91	c/2813802016	14 278.05CR					c/6811243000	1 878.69	
Compte 2145000000 Install. gén.; agenc. sur sol autrui	Nb:1	0.00	1 668.00	0.00	1 668.00	1 668.00	0.00	289.04	0.00	0.00	289.04	1 378.96
Total dans la balance		c/2145000000	1 668.00	c/2814500000	289.04CR					c/6811200000	984 989.03	
Compte 2154000000 Matériel	Nb:638	507 653.34	5 311.20	4 104.43	508 860.11	512 964.54	476 041.56	14 782.31	0.00	4 104.43	486 719.44	22 140.67
Total dans la balance		c/2154000000	508 860.11	c/2815400000	486 719.42CR					c/6811200000	984 989.03	
Compte 2154100000 Matériel sportif	Nb:9	9 199.57	3 046.66	0.00	12 246.23	12 246.23	2 794.18	1 413.37	0.00	0.00	4 207.55	8 038.68
Total dans la balance		c/2154100000	12 246.23	c/2815410000	4 207.55CR					c/6811200000	984 989.03	
Compte 2154200000 Matériel Jeux enfants	Nb:2	145.01	0.00	0.00	145.01	145.01	145.01	0.00	0.00	0.00	145.01	0.00
Total dans la balance		c/2154200000	145.01	c/2815420000	145.01CR					c/6811200000	984 989.03	
Compte 2154300000 Matériel Cuisine	Nb:81	114 285.69	11 040.29	0.00	125 325.98	125 325.98	29 289.77	12 712.46	0.00	0.00	42 002.23	83 323.75
Total dans la balance		c/2154300000	125 325.98	c/2815430000	42 002.23CR					c/6811200000	984 989.03	
Compte 2154400000 Matériel Piscine	Nb:4	8 995.60	1 098.36	0.00	10 093.96	10 093.96	4 212.68	2 178.69	0.00	0.00	6 391.37	3 702.59
Total dans la balance		c/2154400000	10 093.96	c/2815440000	6 391.37CR					c/6811200000	984 989.03	
Compte 2154500000 Matériel Ménage	Nb:8	13 711.24	4 816.20	0.00	18 527.44	18 527.44	4 647.46	2 796.53	0.00	0.00	7 443.99	11 083.45
Total dans la balance		c/2154500000	18 527.44	c/2815450000	7 443.99CR					c/6811200000	984 989.03	
Compte 2154600000 Matériel TV HIFI	Nb:19	10 762.25	1 599.91	399.00	11 963.16	12 362.16	3 100.78	2 402.54	0.00	103.04	5 400.28	6 858.84
Total dans la balance		c/2154600000	11 963.16	c/2815460000	5 400.29CR					c/6811200000	984 989.03	
Compte 2154700000 Matériel Psy	Nb:1	1 958.34	0.00	0.00	1 958.34	1 958.34	1 255.48	652.78	0.00	0.00	1 908.26	50.08
Total dans la balance		c/2154700000	1 958.34	c/2815470000	1 908.26CR					c/6811200000	984 989.03	

TABEAU DES IMMOBILISATIONS ET DES AMORTISSEMENTS
(Situation et Mouvements)

En Euro

Arrêté du 01/01/2023 au 31/12/2023

Dossier : CONSO - DOSSIER CONSOLIDATION

Vue : Economique

Compte 2050000000 au 2188999999
N°immo à

Comptes d'immobilisations	Valeur acquisition au 31/12/2022	IMMOBILISATIONS			Valeur acquisition au 31/12/2023	Montant à amortir	AMORTISSEMENTS				Valeur nette avant sortie	
		Acquisition nouvelle	TRANSFERT Entrées Sorties (-)	Rebut Cession Vente			Déjà amorti au 01/01/2023	Dotation période	TRANSFERT Entrées Sorties (-)	Diminutions		Cumul amorti au 31/12/2023
Compte 2154800000 Matériel Electroménager	Nb:36 30 267.03	34 459.50	0.00	0.00	64 726.53	64 726.53	8 714.90	8 036.99	0.00	0.00	16 751.89	47 974.64
Total dans la balance	c/2154800000	64 726.53	c/2815480000				16 751.89CR c/6811200000 984 989.03					
Compte 2154900000 Linge de lit et de maison	Nb:6 7 187.64	0.00	0.00	0.00	7 187.64	7 187.64	2 816.35	2 362.81	0.00	0.00	5 179.16	2 008.48
Total dans la balance	c/2154900000	7 187.64	c/2815490000				5 179.16CR c/6811200000 984 989.03					
Compte 2181000000 Installations générales, agencement	Nb:368 365 842.81	175 620.40	0.00	35 292.86	506 170.35	541 463.21	238 417.52	34 946.31	0.00	35 292.86	238 070.97	268 099.38
Total dans la balance	c/2181000000	506 170.35	c/2818100000				238 070.97CR c/6811200000 984 989.03					
Compte 2182000000 Matériel de transport	Nb:45 785 078.37	0.00	0.00	125 271.40	659 806.97	785 078.37	631 435.28	38 392.47	0.00	124 830.48	544 997.27	115 250.62
Total dans la balance	c/2182000000	659 806.97	c/2818200000				544 997.27CR c/6811200000 984 989.03					
Compte 2182100000 Véhicules	Nb:32 614 581.83	228 416.47	0.00	0.00	840 998.30	840 998.30	92 006.58	92 635.34	0.00	0.00	184 641.92	656 356.38
Total dans la balance	c/2182100000	840 998.30	c/2818210000				184 641.92CR c/6811200000 984 989.03					
Compte 2182200000 Equipements véhicules	Nb:16 24 869.76	0.00	0.00	0.00	24 869.76	24 869.76	15 202.85	4 973.92	0.00	0.00	20 176.77	4 692.99
Total dans la balance	c/2182200000	24 869.76	c/2818220000				20 176.77CR c/6811200000 984 989.03					
Compte 2183000000 Matériel de bureau et matériel info	Nb:131 24 965.13	0.00	0.00	645.24	24 319.89	24 965.13	24 965.13	0.00	0.00	645.24	24 319.89	0.00
Total dans la balance	c/2183000000	24 319.89	c/2818300000				24 319.89CR c/6811200000 984 989.03					
Compte 2183100000 Matériel informatique	Nb:369 366 726.36	46 116.60	0.00	2 801.60	410 041.36	412 842.96	228 067.22	73 747.33	0.00	2 707.82	299 106.73	111 028.41
Total dans la balance	c/2183100000	410 041.36	c/2818310000				299 106.73CR c/6811200000 984 989.03					
Compte 2184000000 Mobilier	Nb:2096 698 791.62	104 036.32	0.00	16 445.37	786 382.57	802 827.94	536 014.18	35 447.55	0.00	14 791.99	556 669.74	231 366.21
Total dans la balance	c/2184000000	786 382.57	c/2818400000				556 669.59CR c/6811200000 984 989.03					
Compte 2188000000 Taxe Apprentissage	Nb:226 133 201.58	4 606.71	0.00	0.00	137 808.29	137 808.29	103 018.03	5 486.70	0.00	0.00	108 504.73	29 303.56
Total dans la balance	c/2188000000	137 808.29	c/2818800000				108 504.73CR c/6811290000 5 486.70					
TOTAL GENERAL Economique	25 279 115.43	4 930 850.82	0.00	1 367 869.81	28 842 096.44	30 094 966.25	9 892 090.07	1 183 417.87	0.00	1 365 373.56	9 710 134.38	19 134 458.31

CA Etat des Échéances des Créances et des Dettes

Dossier : CONSO - DOSSIER CONSOLIDATION - Périodes de : 01/2023 à 12/2023

Libellé	Montant brut
CREANCES (a)	
Créances de l'actif immobilisé :	
Créances rattachées à des participations(25-26)	
Prêts (274)	344 885
Autres immobilisations financières (271, 272, 275)	198 093
Créances de l'actif circulant :	
Créances clients et comptes rattachés (411 à 418)	203 069
Autres créances clients (467, 468)	253 447
Personnel et comptes rattachés (421)	12
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (4387)	18 569
Etat et autres collectivités publiques (4411)	44 000
Autres	
Charges constatées d'avance (486)	98 815
TOTAL CREANCES	1 160 890

DETTE (b)	
Emprunts obligataires convertibles (161)	
Autres emprunts obligataires (163)	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (164 ..)	
Emprunts et dettes financières divers (165...-17)	50
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (401,403,408)	1 322 199
Personnel et comptes rattachés (422, 427, 428)	723 618
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf 4387)	665 629
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf 4411)	282 878
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (269,279,404,405)	
Autres dettes (solde créditeur 409, 41, 45, 46, ...)	333 348
Produits constatés d'avance (4432, 467)	
TOTAL DETTES	3 327 722

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice		Affectation du résultat	Augmentation		Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice	
	Montant	423 042	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise		423 042						423 042
Fonds propres avec droit de reprise		-						-
Ecart de réévaluation		-						-
Réserves		14 937 357	470 553					15 407 910
<i>Dont réserves des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>		14 937 357	470 553		-			15 407 910
Autres réserves		2 000 000						2 000 000
Report à nouveau		1 565 438	615 794			-		949 644
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>		751 592	661 140			-		90 452
Excédent ou déficit de l'exercice	-	145 241	145 241			443 533	-	443 533
<i>Dont résultat des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	-	190 587	190 587			457 365	-	457 365
Fonds propres de la totalité des Fondations abritées		-						-
Situation nette		18 780 595	0	-		443 533		18 337 062
Fonds propres consommables		-						-
Subventions d'investissement		407 992		66 000		36 684		437 308
Provisions réglementées		311 903						311 903
TOTAL		19 500 490	0	66 000		480 217		19 086 273

Annexe 4

Tableau de suivi des résultats sous contrôle de tiers financeurs en attente d'affectation

Affectation des résultats N-1 : 2022

Etablissement	Résultat comptable 2022	Reprise de résultat	Reprise Réserve de compensation des déficits	Dépenses refusées	Retraitement Compte Epargne Temps	Retraitement Contrat Indemnités de Fin de Carrière	Retraitement Provision Congés Payés	Résultat Administratif	Commentaires
CAFS	- 105 822.70 €	- €	57 541.49 €	- €	- €		4 792.10 €	- 43 489.11 €	Proposition FL : 43 489.11 € affectés en Report à nouveau solde débiteur (#115902) et à reprendre sur les futurs excédents.
ITEP Châlons	- 41 379.79 €	- €	26 298.76 €	- €	- €		1 160.01 €	- 13 921.02 €	Proposition FL : 13 921.02 € affectés en Report à nouveau solde débiteur (#115902) et à reprendre sur les futurs excédents.

TOTAL GENERAL - 57 410.13 €

Annexe 5

TABEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice		Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global		Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal :	638 344		66 000	-	704 344
Quotes-parts virées au résultat :	-		-	36 684	267 036
Solde net en fonds propres :	407 992		66 000	-	437 308

Annexe 6

TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS REGLEMENTEES

Variation des provisions réglementées		À l'ouverture de l'exercice		Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice	
		Montant global				Montant global	
Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR			-	-	-		-
	Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR		-	-			-
	...						-
Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations			-	-	-		-
	Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		-	-	-		-
Autres provisions réglementées			311 903	-	-		311 903
	Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes d'actif immobilisé		311 903				311 903
			-	-	-		-
							-
TOTAL			311 903	-	-		311 903

Annexe 7

TABEAU DE VARIATION DES FONDS DÉDIÉS

Variation des fonds dédiés	À l'ouverture de l'exercice		Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice	
	Montant global				Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)	35 515	-	-	-	35 515	-
Fonds dédiés SERAFIN PH	35 515	-	-	-	35 515	-
...	-				-	
Contributions financières des autorités de tarifications aux entités gestionnaires d'ESSMS	1 656 653	114 638	148 461		1 622 830	-
CNR ARS Exploitation	44 899	48 735	13 346		80 288	
CNR ARS Investissement	1 088 240	58 288	86 381		1 060 147	
Taxe d'apprentissage	40 154	7 615	5 487		42 282	
CCAH Bureaux Mobiles	28 354		2 667		25 687	
CCAH Projet Montier	373 029		7 771		365 258	
Appel à projet Numérique	81 977		32 809		49 168	
	-				-	
Contributions financières d'autres organismes (1)	1 258	1 245	1 258		1 245	-
Fonds dédiés Projet Maroc	1 258		1 258		-	
Fonds dédiés Projet Belgique		1 245			1 245	
...	-				-	
Ressources liées à la générosité du public (1)	16 148	-	325		15 823	-
Fonds dédiés Dons Projet Montier	16 148		325		15 823	-
...						
Fonds dédiés des Fondations abritées	-				-	
TOTAL	1 709 574	115 883	150 044		1 675 413	-

(1) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

Annexe 8

TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS POUR CHARGES

Variation des provisions pour charges	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises	A la clôture de l'exercice
	Montant global			Montant global
Autres provisions réglementées	339 270	83 023	154 596	267 697
Provisions pour litiges	107 984		99 984	8 000
Autres provisions pour risques	85 600	22 710		108 310
Provisions pour gros entretien	15 991		15 991	-
Autres provisions pour charges	129 694	60 313	38 620	151 387
...				
TOTAL	339 270	83 023	154 596	267 697



Résultats comptables
et propositions d'affectation

Annexe 9

Résultats 2023

	IME 52	SESSAD	ITEP 52	ITEP ADO	CAFS	ITEP Vhry	ITEP Châlons	IMECS CHAUMONT	IMECS ST DIZIER	AEMO	MNA	Fondation	TOTAL
GROUPE I	633 756.87 €	98 821.82 €	316 557.97 €	86 867.20 €	190 555.84 €	100 188.89 €	152 067.35 €	193 908.92 €	226 017.29 €	61 691.08 €	188 640.52 €	6 721.90 €	2255 795.65 €
GROUPE II	1631 870.80 €	852 700.15 €	1538 713.26 €	607 465.52 €	950 244.24 €	552 083.23 €	658 343.28 €	1072 553.06 €	1217 940.04 €	862 422.83 €	512 060.32 €	395.18 €	10456 791.91 €
GROUPE III	632 313.12 €	115 288.75 €	323 984.22 €	233 131.96 €	42 855.52 €	123 379.04 €	183 483.05 €	155 695.78 €	232 884.94 €	110 715.24 €	70 890.95 €	47 033.85 €	2271 656.42 €
TOTAL I + II + III	2897 940.79 €	1066 810.72 €	2179 255.45 €	927 464.68 €	1183 655.60 €	775 651.16 €	993 893.68 €	1422 157.76 €	1676 842.27 €	1034 829.15 €	771 591.79 €	54 150.93 €	14984 243.98 €

RECETTES

GROUPE I	1876 653.10 €	1064 840.05 €	1860 277.80 €	900 323.90 €	1264 149.50 €	776 557.90 €	944 867.90 €	1228 934.96 €	1421 295.84 €	1022 849.50 €	687 422.32 €	- €	13048 172.77 €
GROUPE II	49 802.01 €	20 287.07 €	51 096.25 €	27 467.35 €	20 365.65 €	9 529.01 €	20 858.25 €	23 735.70 €	47 903.96 €	14 796.30 €	13 303.92 €	17 068.46 €	316 213.93 €
GROUPE III	750 816.96 €	15 450.61 €	59 069.90 €	16 248.82 €	18 728.39 €	42 897.33 €	19 883.12 €	142 241.68 €	22 932.06 €	25 813.86 €	11 322.42 €	50 913.89 €	1176 324.04 €
TOTAL I + II + III	2677 272.07 €	1100 577.73 €	1970 443.95 €	944 040.07 €	1303 243.54 €	828 984.24 €	985 609.27 €	1394 912.34 €	1492 131.86 €	1063 464.66 €	712 048.66 €	67 982.35 €	14540 710.74 €

RESULTAT Comptable	- 220 668.72 €	33 767.01 €	- 208 811.50 €	16 575.39 €	119 587.94 €	53 333.08 €	- 8 284.41 €	- 27 245.42 €	- 184 710.41 €	28 635.51 €	- 59 543.13 €	13 831.42 €	- 443 533.24 €
--------------------	----------------	-------------	----------------	-------------	--------------	-------------	--------------	---------------	----------------	-------------	---------------	-------------	----------------

- 259 549.88 €	45 048.67	- 242 863.45 €	- 13 831.42 €	- 443 533.24 €
Haute-Marne	Mame	Services sociaux	Fondation	
- 214 501.21 €				

Report à nouveau excédentaire Compte 110												13 831.42 €	13 831.42 €
Réduction des charges d'exploitation Compte 11502													- €
Mesures d'exploitation non reductibles (frais d'études et de réorganisation des services à financer) Compte 11503							- 13 921.02 €						- 13 921.02 €
Report à nouveau déficitaire Compte 119													- €
Report à nouveau (solde débiteur) Compte 1159022022							13 921.02 €						13 921.02 €
Report à nouveau (solde débiteur) Compte 1159022023								- 20 950.25 €	- 144 762.82 €		- 52 660.95 €		- 218 374.02 €
Dépenses pour congés payés Compte 115922	- 43 814.47 €	- 64.39 €	- 27 835.83 €	- 16 471.72 €	- 13 827.02 €	- 12 808.33 €	- 10 876.09 €	- 4 867.38 €	- 34 875.81 €	- 3 412.64 €	- 6 882.18 €		- 175 735.86 €
Autres droits acquis par les salariés non provisionnés (CET) Compte 115923								- 1 427.79 €	- 5 071.78 €	- 18.27 €	- €		- 6 517.84 €
Mesures d'investissement Comptes 106852		33 831.40 €		33 047.11 €	71 386.96 €	66 141.41 €	2 591.68 €			32 066.42 €			239 064.98 €
Réserves de compensation des déficits Compte 106856					62 028.00 €								62 028.00 €
Réserves de compensation des charges d'amort. Compte 106857	- 176 854.25 €		- 180 975.67 €										- 357 829.92 €
TOTAL	- 220 668.72 €	33 767.01 €	- 208 811.50 €	16 575.39 €	119 587.94 €	53 333.08 €	- 8 284.41 €	- 27 245.42 €	- 184 710.41 €	28 635.51 €	- 59 543.13 €	13 831.42 €	- 443 533.24 €